

Qui contrôle qui ?

DU MÊME AUTEUR

- L'Accélération de l'histoire. Les nœuds géostratégiques d'un monde hors de contrôle*, Paris, Tallandier, 2024 ; coll. « Texto », 2025 (prix Victor-Amédée Barbié du Bocage de la Société de géographie, grand prix du Groupe des ambassadeurs francophones).
- Les Ambitions inavouées. Ce que préparent les grandes puissances*, Paris, Tallandier, 2023 ; coll. « Texto », 2024 (prix de l'essai de la ville de Saint-Maur-des-Fossés, prix de la Fondation méditerranéenne d'études stratégiques).
- Guerres invisibles. Nos prochains défis géopolitiques*, Paris, Tallandier, 2021 ; coll. « Texto », 2022.
- L'Affolement du monde. 10 enjeux géopolitiques*, Paris, Tallandier, 2019 ; coll. « Texto », 2020 (prix Louis Marin, prix du livre géopolitique).
- Notre intérêt national. Quelle politique étrangère pour la France ?*, codirigé avec Thierry de Montbrial, Paris, Odile Jacob, 2017.
- Le Retour du risque géopolitique. Le triangle stratégique Russie, Chine, États-Unis*, Paris, Institut de l'entreprise/Ifri, 2016.
- Russian Energy Security and Foreign Policy*, codirigé avec Adrian Dellecker, Londres, Routledge, 2011.
- Russian Civil-Military Relations. Putin's Legacy*, Washington, Carnegie Endowment for International Peace, 2008.
- Double Détente. Les relations franco-soviétiques de 1958 à 1964*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003 (prix Jean-Baptiste Duroselle).
- Un lycée dans la tourmente. Jean-Baptiste Say, 1934-1944*, dirigé par Jean-Pierre Levert avec Alexis Merville, Paris, Calmann-Lévy, 1994.

Thomas Gomart

QUI CONTRÔLE QUI ?

Les nouveaux rapports de force mondiaux

TALLANDIER
Essais

Cartes : Légendes Cartographie / Éditions Tallandier, 2026

© Éditions Tallandier, 2026
48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris
www.tallandier.com

À la mémoire de Thierry Boulan (1939-2024).

PROLOGUE

Munich et Saint-Denis

Il m'aura fallu trois jours pour changer d'époque. Une conférence, une rencontre et une messe, sans lien apparent, m'ont convaincu qu'un schisme était à l'œuvre entre l'Amérique et l'Europe. Premier acte, le 14 février 2025 à Munich, J. D. Vance, vice-président des États-Unis, s'adresse à la communauté stratégique transatlantique. Dans la salle bondée de l'hôtel Bayerischer Hof, je l'observe prêcher avec l'énergie d'un vicaire rappelant ses fidèles à leurs devoirs. À ses yeux, l'Europe n'est nullement menacée de l'extérieur : « Ce que je crains, c'est la menace intérieure [...], lâche-t-il à un parterre sidéré par son ton comminatoire, à travers l'Europe, la liberté d'expression, je le crains, est en retrait. »

Le lendemain, l'historien Timothy Snyder présente son dernier livre, *Sur la liberté*, au fond d'une petite librairie en marge de la rencontre. Nous sommes sept à l'écouter. « Ce qui s'est déjà produit en Russie pourrait bien arriver en Amérique et en Europe¹ », c'est-à-dire la destruction

méthodique des équilibres institutionnels, explique-t-il. Au cours de la discussion, il insiste sur le rôle décisif que la vieille Europe pourrait encore jouer si elle tenait tête aux États-Unis en matière de régulation numérique, condition essentielle pour éviter la servitude : « Parler de liberté d'expression n'est qu'une manière de contrôler la conversation mondiale par la technologie². »

Dernier acte, le 16 février à Saint-Denis, cette ville si particulière qui réunit histoire de France et diversité culturelle. Dans la basilique cathédrale Saint-Denis, pleine à craquer, se tient l'ordination épiscopale de M^{gr} Étienne Guillet. Sur le parvis, deux tentes géantes réunissent une assistance jeune, métissée et allègre, qui réserve un accueil de rock star à l'ancien curé de Mantes-la-Jolie et de Trappes. Pour devise, il a choisi les mots de saint Paul au moment de sa conversion : « Ma puissance se déploie dans la faiblesse. »

In petto, ils résonnent avec le discours de J. D. Vance et la mise en garde de Timothy Snyder. Notre conscience historique se forge ainsi au gré des événements collectifs et des expériences personnelles que nous vivons. Sans elle, nous ne serions que des particules élémentaires. Grâce à elle, nous inscrivons notre action dans le temps et pouvons ainsi donner un sens au tumulte du monde.

Schisme transatlantique

Quelques jours plus tard, Donald Trump et J. D. Vance humilient Volodymyr Zelensky dans le Bureau ovale au

cours d'un échange d'une rare violence trahissant la collusion idéologique entre la Maison-Blanche et le Kremlin. Cette mise en scène du rapport de force délivre un message au monde entier : Donald Trump est le parrain du monde occidental. Sa protection se paie comptant. C'est aussi un parrain qui rêve du prix Nobel de la paix et propose un plan de 28 points, en novembre 2025, en déclarant à propos du président ukrainien : « Il n'aura pas le choix, il devra s'en contenter. »

En avril 2025, le président américain a délibérément déclenché une guerre commerciale. Six mois plus tard, il prétendait avoir mis fin à huit conflits : « Je suis doué pour faire la paix », affirmait-il sans ciller. À Charm el-Cheikh, en octobre 2025, il proposait à une vingtaine de chefs d'État de créer un Conseil de la paix (Board of Peace), une sorte de conseil d'administration du Moyen-Orient : « On m'a demandé : "Voulez-vous en être le président ?" – mais on dit de moi que je suis un homme très occupé. » Xi Jinping, Vladimir Poutine et Narendra Modi n'assistaient pas à ce spectacle diplomatique d'un genre nouveau. Deux mois plus tôt, ils avaient mis en scène leur entente provisoire à l'occasion du sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai à Tianjin. Chacun à leur manière, ces trois hommes incarnent l'opposition au parrain occidental.

Avec ses dorures et ses sièges jaunes, le Bureau ovale est devenu un studio de cinéma planétaire, celui où se succèdent les dirigeants sommés d'écouter les outrances calculées de leur hôte. Donald Trump transforme la politique internationale en feuilleton permanent : pas un jour sans une déclaration ; pas une nuit sans un

rebondissement. Cette saturation médiatique détourne l'attention des mutations profondes du système international. Le risque existe que tout effort d'analyse et de prévision se perde dans les méandres du discours trumpiste sans voir les véritables manœuvres géopolitiques.

Les habits neufs du libéralisme et du communisme

Il n'est possible de les identifier qu'en les inscrivant dans le temps long. Lire ou relire des auteurs anciens, *a priori* bien éloignés du vacarme quotidien, aide à discerner la singularité et les invariants de la situation stratégique actuelle. Lieu commun, l'hyperconnexion numérique, qui caractérise notre époque, nous rend amnésiques, c'est-à-dire facilement manipulables. Tout ne commence pas et ne finit pas avec Donald Trump, comme pourrait le laisser croire le traitement médiatique dont il est l'objet.

Deux auteurs bien différents éclairent l'époque : Benjamin Constant (1767-1830) et Vladimir Ilitch Oulianov dit Lénine (1870-1924). Romantique et révolutionnaire, les deux hommes partagent un réalisme politique qui n'a rien d'anachronique. Ils écrivent et agissent, à un siècle de distance, après un choc historique : la Révolution française et la chute de l'Empire napoléonien pour le premier ; la révolution bolchévique et la chute de l'Empire tsariste pour le second. L'un exalte l'« individualité » et la « liberté en tout » : « Le despotisme n'a aucun droit », clame-t-il au soir de sa vie. L'autre ne jure que par la « discipline de parti »

et la « lutte des classes », qui se traduit nécessairement par « une guerre civile [...] inconcevable sans les pires destructions, sans la terreur... », assène-t-il en 1918.

À travers eux, s'exerce à distance une tension entre une pensée libérale et une pensée brutale, qui court jusqu'à nos jours et soulève une question plus que jamais d'actualité : le but de la politique est-il de s'opposer au tyran ou de détruire l'adversaire ? Remarquons que l'individualisme exacerbé prévaut dans le monde occidental tandis que la discipline collective prédomine dans les régimes autoritaires.

En 1814, Benjamin Constant estimait que l'ère de la gloire militaire était révolue. Progrès de la civilisation, elle laissait place à celle du commerce : « La guerre et le commerce ne sont que deux moyens d'arriver au même but, celui de posséder ce que l'on désire³. » Le commerce devait permettre, à ses yeux, d'obtenir de gré à gré ce qu'il n'était plus possible d'espérer gagner par la violence. Historien de la Révolution française et du communisme, François Furet (1927-1997) associe ainsi Benjamin Constant à Lénine : si l'Européen moderne est animé par l'obsession du travail, de l'enrichissement et du bien-être, « il est aussi l'homme du 4 août 1914⁴ », c'est-à-dire le fruit d'une société capitaliste qui porte la guerre dans ses flancs. Autrement dit, ses intérêts personnels ne suffisent pas à le définir ; il est également le produit des passions collectives au premier rang desquelles figure le nationalisme.

Lénine construisit sa théorie de « l'impérialisme, stade suprême du capitalisme » à partir du constat suivant : en

se concurrençant pour ouvrir des marchés et coloniser des territoires, les puissances européennes se dirigeaient inexorablement vers la guerre mondiale. Il définissait l'impérialisme par la concentration de la production, la fusion entre capital bancaire et capital industriel, les transferts financiers et les monopoles transnationaux – autant d'éléments toujours bien actuels –, et considérait que les pays européens étaient « atteints de la maladie de la volonté », celle à l'époque de conquérir le monde. Qu'en est-il un siècle plus tard ?

Relier Benjamin Constant et Lénine conduit à souligner la persistance vigoureuse de deux courants de pensée qui sous-tendent la politique internationale jusqu'à nous : le libéralisme et le communisme. La mondialisation a été principalement interprétée comme un phénomène économique abolissant l'idéologie. En réalité, elle ne peut se comprendre sans la chute de l'URSS assimilée à tort à la fin du marxisme-léninisme⁵, qui demeure pourtant la matrice de la République populaire de Chine (RPC), le pays en ayant le plus bénéficié au cours des dernières décennies. Si l'affrontement idéologique libéralisme-communisme s'est arrêté en 1991 entre Moscou et l'Occident, l'affrontement géopolitique ne s'est jamais interrompu⁶. La guerre d'Ukraine a réactivé la confrontation et conduit Vladimir Poutine à déclarer, en présence de Xi Jinping, le 9 mai 2025 : « La Russie affronte bel et bien l'ensemble de l'Occident collectif à elle seule. »

En dépit de la répression de Tian'anmen, en juin 1989, le contrôle idéologique exercé par le Parti communiste chinois (PCC) sur la société a été le plus souvent minoré

par des partenaires occidentaux trop heureux de répondre à la frénésie de consommation de plus de 1,4 milliard de personnes. Xi Jinping entend siniser le marxisme tout en faisant siens les principes léninistes d'organisation, de contrôle et de discipline⁷. Lors du sommet des BRICS à Kazan en octobre 2024, le président chinois se réfère explicitement à *Que faire ? Les hommes nouveaux* de Nikolaï Tchernychevski (1828-1889), ce livre qui a si fortement influencé Lénine. Ne déclarait-il pas en 1848 : « la meilleure forme de gouvernement, c'est la dictature » ?

L'incarnation de la politique internationale

La politique internationale conjugue la violence des passions, l'enchevêtrement des intérêts et le caractère des protagonistes. Son interprétation requiert autant de raison que de sentiments, d'objectivité que de subjectivité. Depuis 1992 et la création de l'Union européenne (UE), les Européens conçoivent la mondialisation à travers les rapports de droit, c'est-à-dire un système de principes et de règles qu'ils ont voulu exporter en dehors de leur juridiction. Or, les États-Unis, la Chine et la Russie leur imposent désormais des rapports de force auxquels ils ne se sont guère préparés, espérant être épargnés par les fracas du monde. Ils ne le seront pas.

L'ambition de ce livre est d'incarner ces rapports dans les trois registres identifiés par Benjamin Constant – la guerre, le commerce et le désir – afin de mieux comprendre la nature actuelle des mœurs internationales.

Dans ce domaine, le désir correspond à la volonté de puissance et de reconnaissance d'un État – en un mot, à son prestige – dont l'expression dépend autant des conditions matérielles que de la psychologie des dirigeants.

Huit d'entre eux méritent une attention particulière au regard de leur poids personnel : Vladimir Poutine et Volodymyr Zelensky, Benyamin Netanyahou et Ali Khamenei, Xi Jinping et Narendra Modi, Donald Trump et Ursula von der Leyen. À ce groupe s'ajoutent le GIEC et Fox News, ainsi que deux territoires, la Silicon Valley et le Vatican. Chaque couple aurait pu être soumis à la fameuse question de Lénine – « Kro koro ? Qui l'emporte ? » –, car à partir du moment où tout est rapport de force, il y a forcément un perdant et un gagnant. Cependant, la politique internationale est un processus continu régi par des interdépendances sans cesse plus complexes. Il ne se fige jamais. Dans cette optique, la question de Lénine mérite d'être ainsi reformulée : « Qui contrôle qui ? »

Les réponses apportées pourraient déjouer des préjugés sur l'invincibilité prêtée à tel dirigeant ou sur le primat longtemps accordé aux facteurs économiques par exemple. Elles pourraient aussi surprendre en éclairant le rôle de mafias, de communautés scientifiques ou d'églises, autant d'acteurs très souvent ignorés par la grande stratégie. C'est bien la dialectique des volontés et les moyens mobilisés en vue d'atteindre des objectifs qui sous-tendent ce récit de rivalités. Le court chemin de Munich à Saint-Denis m'a convaincu de l'écrire pour saisir les métamorphoses de la guerre, l'âpreté du commerce et la violence des désirs afin de cerner l'époque.

PARTIE I

La guerre

CHAPITRE PREMIER

Vladimir Poutine et Volodymyr Zelensky

Vladimir Poutine et Volodymyr Zelensky mesurent tous les deux 1,70 mètre. À part leur taille, ils n'ont en commun que leur langue maternelle, le russe. Né en 1952 à Léninegrad, l'ancienne capitale impériale, le président de la Fédération de Russie ne partage pas les mêmes références soviétiques que le président de l'Ukraine, né vingt-six ans plus tard à Kryvyi Rih, ville industrielle près de Dnipropetrovsk. Formé par le KGB, le premier dirige son pays sans partage depuis l'an 2000 alors que le second, homme de spectacle, se fait élire en 2019 comme dans une farce télévisée. Farce qui vire à la tragédie, en 2022, après la décision prise par Vladimir Poutine de lancer une « opération militaire spéciale » destinée à abattre son rival ukrainien, huit ans après avoir annexé la Crimée sans coup férir. Cette opération s'est transformée en une guerre d'attrition entre deux pays vieillissants.

Les deux hommes se rencontrent pour la première fois au palais de l'Élysée en décembre 2019. Visionner

aujourd'hui leur conférence de presse commune, avec Emmanuel Macron et Angela Merkel, produit un fort effet de contraste entre l'agilité de l'un et la détermination de l'autre. S'instaure, ce jour-là, un rapport de force physique et psychologique dont l'issue demeure incertaine entre l'ancien bouffon et l'ancien espion. Si la guerre entraîne la métamorphose du premier, elle apparaît comme l'aboutissement prévisible de la mue idéologique du second. Pourquoi et comment se battent-ils ?

« Ensemble, nous avons toujours eu et aurons toujours beaucoup plus de force et de succès. Car nous sommes un même peuple¹ », écrit le président russe en juillet 2021 dans un long article. Cet appel à une histoire commune entre « peuples frères » n'empêche nullement le maître du Kremlin d'ordonner le bombardement régulier des villes ukrainiennes auxquelles l'opinion russe apporte, à plus de 80 %, un soutien massif². De son côté, Volodymyr Zelensky déclare en 2023 après l'échec de la contre-offensive ukrainienne : « Pour l'Ukraine, je crois que c'est une chance d'enfin gagner le respect aux yeux du monde et l'autonomie vis-à-vis de l'influence russe³. » Il s'appuie sur des armées et une société décidées à résister coûte que coûte. Cette guerre ne saurait se réduire à une simple volonté de conquête territoriale : elle touche à l'identité profonde des deux pays, trente ans après la chute de l'URSS, dont ils formaient les deux principales républiques. Si la guerre conditionne la trajectoire de la Russie, elle revêt une dimension existentielle pour l'Ukraine, qui se bat pour son droit à vivre comme nation indépendante.

Vladimir Poutine entend « démilitariser » et « dénazifier » l'Ukraine, c'est-à-dire l'asservir ; Volodymyr Zelensky incarne la résistance résolue de son peuple, qui lutte pour sa survie.

Compte tenu de son intensité et de ses ramifications, la guerre d'Ukraine risque de devenir le trou noir de la sécurité européenne. En termes géopolitiques, à l'échelle de l'Eurasie, l'Ukraine assure la jonction entre le *heartland* et le *rimland*, c'est-à-dire entre sa profondeur territoriale et sa frange littorale. En termes géo-économiques, elle pèse surtout sur le plan agricole et minier, tout en disposant de niches industrielles héritées de l'ère soviétique. La lutte pour le contrôle de son territoire entre Berlin et Moscou fut au cœur des deux guerres mondiales. Aujourd'hui, le Kremlin justifie son intervention par la nécessité impérieuse de contrecarrer l'agressivité fondamentale prêtée à l'Occident. Vladimir Poutine compte façonner un nouvel ordre à l'échelle de l'Eurasie. Au-delà de son propre destin, Volodymyr Zelensky espère sauver l'indépendance de son pays et utiliser le conflit pour rejoindre l'Union européenne. Autrement dit, cette guerre modifie les équilibres stratégiques puisque les quatre belligérants – l'Ukraine, la Russie épaulée par la Biélorussie et la Corée du Nord – bénéficient du soutien politique et militaire d'autres grandes puissances. La Chine et l'Iran équipent Moscou, alors que les pays de l'OTAN, le Japon, la Corée du Sud et l'Australie appuient Kyiv. Reste une question : dans quelle mesure le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche modifie-t-il les conditions du combat à mort

entre Vladimir Poutine et Volodymyr Zelensky ? Au lendemain de l'annonce du plan Trump en 28 points, ce dernier présente l'alternative à laquelle sont confrontés les Ukrainiens en ces termes : « Soit perdre sa dignité, soit risquer de perdre un partenaire clé. »

Au-delà de leurs personnalités désormais bien connues, une des différences principales entre les deux hommes se situe dans leur rapport respectif à la violence politique, et donc à la guerre. Petit-fils de militaire, fils d'ingénieurs, Volodymyr Zelensky, juif n'ayant reçu aucune éducation religieuse, étudie le droit et crée une troupe d'acteurs – Kvartal 95 – qui participe à des jeux télévisés humoristiques. Il se fait ensuite connaître du grand public en produisant des émissions de variétés avant de remporter la version ukrainienne de *Danse avec les stars*. À la même époque, Vladimir Poutine prononce son fameux discours de Munich (2007), dans lequel il fustige le « modèle unipolaire » des États-Unis et le « double standard » dont ils font preuve à l'égard du droit international. Avec Volodymyr Zelensky, la fiction précède la réalité puisqu'il joue le rôle d'un professeur d'histoire devenu, malgré lui, président de l'Ukraine dans une série satirique intitulée *Serviteur du peuple*. La troisième saison est diffusée en 2019 à la veille de l'élection présidentielle. Très connu par les Ukrainiens, il se présente et, contre toute attente, remporte les suffrages en dénonçant les « élites », mais en

bénéficiant du soutien d'Igor Kolomoïsky, sulfureux oligarque ukraino-israélo-chypriote. Riche, propriétaire de sociétés offshore, marié à Olena, le président ukrainien est père de deux enfants. Comment prendre le contrôle d'un système politique rongé par la corruption ?

Avec un salaire annuel de 140 000 dollars, comment Vladimir Poutine a-t-il, quant à lui, constitué sa fortune, estimée entre 40 et 200 milliards de dollars⁴, chiffres à faire pâlir de jalousie Donald Trump ? Après avoir dénoncé Russie unie, le parti présidentiel, comme celui « des escrocs et des voleurs », Alexeï Navalny (1976-2024) apporte des éléments de réponse dans son documentaire *Un palais pour Poutine. L'histoire du plus gros pot-de-vin* (2021) diffusé sur YouTube. Et le paie de sa vie. Le parcours du président russe depuis son enfance dans les bas-fonds de Léninegrad aux ors du Kremlin, en passant par le KGB à Dresde et la mairie de Saint-Pétersbourg, comporte des zones d'ombre savamment entretenues. Secrètement baptisé, divorcé, il est officiellement père de deux filles. La légende du président prétend qu'il a toujours souhaité travailler pour les services de renseignement – les « organes », selon la terminologie russe consacrée. Il ne répugne pas à recourir aux « affaires humides », c'est-à-dire à l'exécution des transfuges et des opposants, faisant sienne la formule de Staline « pas d'homme, pas de problème ». Juriste et judoka, Vladimir Poutine s'affiche aussi bien avec le motard Alexandre Zaldostanov, surnommé « le chirurgien » en raison de ses talents en matière de reconstruction faciale, qu'avec Kirill, patriarche de Moscou,

suspecté d'appartenir au KGB. Vladimir Poutine relie l'État, l'Église et les milieux criminels. Ces derniers jouent un rôle crucial pour contourner les sanctions imposées à la Russie depuis 2014⁵.

Féru d'histoire, le président russe n'hésite pas à recourir au langage de la rue pour faire mouche lors de ses interventions médiatiques. Il ne se contente plus de relire les Mémoires des figures historiques de la Russie : il se met lui-même à écrire pour donner une signification historique à sa conquête territoriale. Sergueï Lavrov, immuable ministre des Affaires étrangères, liste avec une pointe de dépit les principaux conseillers du président : Pierre le Grand, Catherine II ou Alexandre II⁶. Détail biographique méconnu, il aurait échoué à rejoindre le Département S du KGB, c'est-à-dire la direction chargée d'infiltrer des « illégaux » à l'étranger, agents capables de rester plusieurs années sous identité fictive, et révélerait celles et ceux qui en seraient⁷. Il aurait aussi combattu la tentative de coup d'État contre Mikhaïl Gorbatchev (1931-2022) en août 1991.

Dans le sillage de Lénine ou de Staline ?

« Historien en chef⁸ » de la Russie, Vladimir Poutine se veut le dépositaire d'une culture stratégique à la fois impériale et soviétique. C'est bien la fusion de ces deux héritages qui justifie sa froide détermination à rendre sa « grandeur » à la Russie, après la décennie de déshérence qui suivit la chute de l'URSS. Il se

montre ambivalent à l'égard de Lénine. D'un côté, il l'accuse d'être « l'auteur et l'architecte » de l'Ukraine, qui a connu une brève période d'indépendance entre 1917 et 1920. En outre, le révolutionnaire dénonce le « chauvinisme grand-russe », c'est-à-dire l'idéologie des classes dominantes de l'État, qui ont opprimé les nations au sein de l'Empire russe. De l'autre, Vladimir Poutine lui sait gré d'avoir créé, en décembre 1917, la Tcheka, police politique et instrument de terreur, qui compte 120 membres début 1918 et 100 000 fin 1919⁹. Ses avatars structurent toujours fortement l'État russe.

Cette ambivalence se retrouve dans la gestion actuelle de la statuaire soviétique. Les statues de Lénine sont détruites en Ukraine, alors qu'elles sont conservées en Russie et en Biélorussie, et même réinstallées dans le Donbass. Pour les Ukrainiens, Lénine est associé à l'impérialisme russe et à la terreur soviétique. Cet héritage historique délimite le cadre géopolitique de Vladimir Poutine. À ses yeux, rien ne peut rompre le lien sacré des époques et des générations dans une interprétation ethno-nationaliste – et non civique – de la nation. Cela le conduit à conjuguer les références religieuses, politiques et militaires pour produire l'image d'une Russie millénariste dont la matrice serait Kyiv. Dans cette optique, le mausolée de Lénine sur la place Rouge conserve, au pied du Kremlin, les reliques d'un passé sans cesse instrumentalisé¹⁰. Au cours de l'été 2025, la rumeur d'un enterrement du chef révolutionnaire circule, ce qui suscite un regain inhabituel de visites. Vladimir Poutine s'oppose à l'idée de le retirer du Mausolée en ces temps

de guerre : « Un jour probablement, la société abordera cette question. Mais aujourd'hui, et surtout aujourd'hui, en Russie, nous ne devons pas faire un seul pas qui pourrait diviser notre société¹¹ », explique-t-il.

Fondamentalement, le projet de Vladimir Poutine consiste à écrire un nouveau chapitre de la « Grande Guerre patriotique » en menant une « politique d'éternité », qui place la Russie au centre d'une histoire cyclique de victimisation et exclut le principe d'alternance politique¹². C'est en ce sens que Staline fait l'objet d'une réhabilitation : depuis l'annexion de la Crimée, des statues à son effigie sont érigées. En mai 2025, un bas-relief grandeur nature est, par exemple, inauguré dans la station de métro Taganskaya au cœur de Moscou. Dictateur sanguinaire et paranoïaque au moment de la chute de l'URSS, le « petit père des peuples » apparaît désormais comme un dirigeant voué à la cause russe. Le manuel scolaire de 2019 minore l'importance des purges et ne mentionne plus le goulag. On apprend désormais aux lycées à soupeser les millions de morts d'un côté et l'industrialisation et la victoire contre le nazisme de l'autre¹³.

La décision d'invasion prise par Vladimir Poutine révèle une défaillance majeure de ses services de renseignement, convaincus que la population ukrainienne accueillerait les soldats russes en libérateurs, défaillance comparable à celle de Staline lors du lancement de l'opération Barbarossa par la Wehrmacht en 1941, qui mit fin au pacte germano-soviétique. Cynique chacun à leur manière, les deux hommes considèrent que leur

pays doit être reconnu comme une grande puissance unique, porteuse d'une mission messianique. La violence reste, à leurs yeux, le plus sûr moyen d'imposer le respect. Commémorer la Grande Guerre patriotique revient à évoquer un éternel retour des fascistes et des nazis. Vladimir Poutine impute la responsabilité du pacte germano-soviétique, qui avait scellé l'alliance temporaire des deux totalitarismes européens, à l'attitude des démocraties occidentales. N'est-il pas significatif qu'il fasse dissoudre l'organisation Memorial, fondée par Andreï Sakharov (1921-1989), pour préserver la mémoire des victimes du stalinisme en décembre 2021, quelques semaines avant l'invasion de l'Ukraine ?

Rétrospectivement, les lois mémorielles votées au cours des années 2010 annonçaient le conflit identitaire. En Russie, le débat historiographique fut politiquement instrumentalisé afin d'imposer une mémoire unique, destinée à légitimer un modèle de puissance éternelle sculpté dans un marbre soviéto-tsariste. En Ukraine, les recherches sur l'Holodomor (1931-1933), la grande famine ordonnée par Staline, aboutirent à la reconnaissance de son caractère génocidaire par le Parlement. Quant à la mémoire de la Shoah, elle a tissé un lien très complexe entre la Russie, l'Ukraine, la Palestine et Israël, en raison notamment de l'émigration des russophones en Terre sainte. La propagande du Kremlin justifie l'invasion par sa volonté d'abattre le « néonazisme » en Ukraine, qui a été un des principaux théâtres de la « Shoah par balles ». En septembre 1941, à Babi Yar près de Kyiv, 34 000 juifs furent exécutés. Se référant constamment aux actions de Stepan

Bandera (1909-1959) et de ses partisans, qui combattirent aux côtés des nazis, Vladimir Poutine assimile les dirigeants ukrainiens actuels à des nazis, manière la plus directe de les marquer à tout jamais du sceau de l'infamie. Si 200 000 Ukrainiens intégrèrent les forces armées allemandes, et notamment les unités de SS, quatre millions rejoignirent les rangs de l'Armée rouge¹⁴.

Cette mémoire est recouverte par celle d'un passé soviétique commun à la Russie et à l'Ukraine, qui s'observait, avant la guerre, dans les paysages, les modes de vie et les histoires familiales. Après la chute de l'URSS, les deux pays traversèrent une crise économique sans précédent, qui se traduisit par une criminalisation des sociétés. Les régions industrialisées subirent de plein fouet la concurrence internationale. Pour des raisons historiques évidentes, la grande différence entre la Russie et l'Ukraine post-soviétiques résidait dans le poids de l'État et des structures de force (armées, police, renseignement), organisées depuis Moscou pour contrôler les républiques soviétiques. En 1991, les Ukrainiens votèrent très majoritairement, y compris en Crimée et dans le Donbass, en faveur de leur indépendance. Apparurent alors des oligarques qui manipulèrent à leur profit la classe politique et médiatique. Le passage du jour au lendemain d'une économie dirigée à une économie de marché entraîna l'enrichissement d'une minorité et l'appauvrissement de la majorité, qui vit ses conditions de vie se dégrader par rapport à l'époque soviétique. Avec toutefois une différence une taille : la fin de l'oppression politique.

Les manifestations de la place Maïdan (novembre 2013-février 2014) mirent à jour les clivages politiques et aboutirent à la destitution de Viktor Ianoukovitch, qui prit la fuite en Russie. Pour éviter que l'Ukraine ne sorte définitivement de sa sphère d'influence en se rapprochant de l'UE, le Kremlin annexa la Crimée et déstabilisa le Donbass. À cette époque, Volodymyr Zelensky, bénéficiant d'une très forte notoriété populaire, observait une prudente neutralité dans le jeu politique ukrainien dont il dénonçait les compromissions. Au lendemain de l'annexion, il intervint à la télévision de manière inhabituelle et grave : « Il n'y aura pas de blague aujourd'hui, annonça-t-il face caméra avant de s'adresser directement à Vladimir Poutine : La Russie et l'Ukraine sont deux pays frères. Nous sommes de la même couleur. Nous avons le même sang. Nous nous comprenons tous, quelle que soit notre langue¹⁵. » Il se dit prêt à « s'agenouiller » devant le nouveau tsar afin qu'il ne mette pas le peuple ukrainien à genoux. Cinq ans plus tard, lors de leur première rencontre, il ne s'agenouilla pas, mais lui tint tête.

Le choc des cultures stratégiques

La guerre d'Ukraine se déroule à l'ombre du feu nucléaire entre une puissance dotée d'un arsenal considérable et un pays qui a remis les armes stationnées sur son territoire pour obtenir son indépendance en 1991. Signé en décembre 1994 par la Russie, les États-Unis, le

Royaume-Uni et l'Ukraine, le mémorandum de Budapest garantissait l'intégrité et la sécurité territoriales. En échange, Kyiv ratifia le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Depuis 2014, le Kremlin recourt à une rhétorique nucléaire pour effrayer les Ukrainiens et surtout inhiber les pays qui leur apportent un soutien militaire. À l'automne 2022, le célèbre journaliste du *New York Times* David Sanger publie un article sur le possible recours à une arme nucléaire tactique, qui inquiète la communauté américaine du renseignement. Joe Biden formule une mise en garde explicite à Vladimir Poutine. « C'était vrai », reconnaît un haut-responsable du Pentagone quelques années plus tard¹⁶.

NOTES

Prologue, p. 9

1. Timothy Snyder, *La Route pour la servitude. Russie – Europe – Amérique*, Paris, Gallimard, 2023, p. 30.
2. Note de l'auteur, février 2025.
3. Benjamin Constant, *De l'esprit de conquête et de l'usurpation*, Paris, GF Flammarion, 1986, p. 87.
4. François Furet, *Le Passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au ^{xx}e siècle*, Paris, Robert Laffont/Calmann-Lévy, 1995, p. 54.
5. Gary Gerstle, *The Rise and Fall of the Neoliberal Order. America and the World in the Free Market Era*, Oxford, Oxford University Press, 2022, p. 22.
6. Georges-Henri Soutou, *La Grande Rupture. De la chute du Mur à la guerre d'Ukraine, 1989-2024*, Paris, Tallandier, 2024, p. 31.
7. Jude Blanchette, « Is Xi Jinping a Marxist? », *China Books Review*, 17 octobre 2024.

Chapitre premier, p. 19

1. Vladimir Poutine, « De l'unité historique des Russes et des Ukrainiens », 12 juillet 2021.
2. Anna Colin Lebedev, *Jamais frères ? Ukraine et Russie : une tragédie postsoviétique*, Paris, Seuil, 2022, p. 196.
3. Cité dans Simon Shuster, *Nous vaincrons*, Paris, HarperCollins, 2024, p. 418.
4. Calder Walton, *Spies. The Epic Intelligence War Between East and West*, Londres, Abacus Books, 2023, p. 454.

5. Mark Galeotti, *The Vory. Russia's Super Mafia*, Londres, Yale University Press, 2019, p. 258.
6. Serhii Plokhy, *La Guerre russo-ukrainienne. Le retour de l'histoire*, Paris, Gallimard, 2023, p. 173-174.
7. C. Walton, *Spies...*, *op. cit.*, p. 469.
8. Nicolas Werth, *Poutine, historien en chef*, Paris, Gallimard, coll. « Tracts », n° 40, 2022.
9. C. Walton, *Spies...*, *op. cit.*, p. 32.
10. Dominique Colas, *Poutine, l'Ukraine et les statues de Lénine*, Paris, Presses de Sciences Po, 2022, p. 148.
11. Cité dans Alain Barluet, « Sur la place Rouge, la révolution annoncée du mausolée de Lénine réveille les soupçons », *Le Figaro*, 11 août 2025.
12. T. Snyder, *La Route pour la servitude...*, *op. cit.*, p. 28.
13. Guillaume Lancereau, « Poutine veut-il devenir Staline ? En Russie, enquête sur la renaissance du tyran rouge », *Le Grand Continent*, 25 juin 2025.
14. A. Colin Lebedev, *Jamais frères ?...*, *op. cit.*, p. 40.
15. Cité dans S. Shuster, *Nous vaincrons*, *op. cit.*, p. 107.
16. Entretien avec l'auteur, mai 2025.